



République du Tchad

Evaluation de la Sécurité alimentaire et Nutritionnelle en Situation d'Urgence (EFSA)

Avril 2016

Points saillants:

- L'insécurité alimentaire s'est aggravée par rapport aux trois dernières années dans les régions de la bande sahélienne
- La situation nutritionnelle reste préoccupante, particulièrement chez les ménages en insécurité alimentaire sévère
- La situation des marchés est peu favorable aux ménages agropastoraux à cause de la hausse des prix des céréales et de la détérioration des termes de l'échange
- Une campagne agropastorale et de contre saison déficitaire et une soudure précoce expliquent principalement cette situation

Au Tchad selon les données définitives du Ministère de l'Agriculture, la campagne agropastorale 2015/2016 a enregistré une baisse de la production céréalière de 11% par rapport à l'année dernière et de 9% par rapport à la moyenne quinquennale. Les baisses les plus importantes ont été observées dans les régions de la bande sahélienne. A causes des effets probables de EL Nino, cette campagne agropastorale a connu une installation tardive de la pluviométrie, des séquences sèches et un arrêt précoce. Par ailleurs, les conflits dans les pays voisins et l'insécurité due à la secte Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad, ont significativement limité la fluidité des échanges (des denrées alimentaires, produits agricoles et d'élevage), entravant ainsi l'approvisionnement normal des marchés (avec la fermeture de certains marchés) et la destruction des moyens d'existence. Les résultats de l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire réalisée en octobre 2015 (ENSA 2015) avaient montré qu'environ un quart de la population du Tchad est en insécurité alimentaire dont les 6% sont affectés par la forme sévère (3 094 741 personnes dont 706 831 en insécurité alimentaire sévère). Les régions de la bande sahélienne ont été les plus affectées.

Méthodologie: Afin de suivre l'évolution de la situation alimentaire et nutritionnelle, le SISAAP en collaboration avec les Services Pourvoyeurs d'Information du Gouvernement (INSEED, DNTA, DESPA, SIPSA, SODELAC, ONDR), et leurs partenaires techniques (PAM, FAO, FEWS NET) ont conduit du 25 mars au 7 avril 2016 une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en situation d'urgence. Un échantillon de 4 821 ménages dont 10 226 enfants de 6 à 59 mois couvrant huit régions de la bande sahélienne (Lac, Bahr El Gazal, Kanem, Batha, Wadi Fira, Sila, Guéra et Ouaddaï) a été enquêté. Les populations déplacées de la crise de Boko Haram dans le Lac ont été couverts par cette enquête.

Quarante-cinq pourcent de la population enquêtée est en insécurité alimentaire modérée dont neuf pourcent en sévère

Dans la bande sahélienne, 45 pourcent de la population est en insécurité alimentaire dont 9 pourcent en insécurité alimentaire sévère. Ce qui représente environ 2 millions de personnes en insécurité alimentaire dont environ 400 000 affectées par l'insécurité alimentaire sévère. Les résultats de cette enquête confirment une détérioration de la sécurité alimentaire des ménages à travers une dégradation de la consommation alimentaire et le recours à des stratégies de survies négatives. Les prévalences désagrégées de l'insécurité alimentaire mettent en évidence des disparités importantes, statistiquement significatives, selon le lieu de résidence, le statut et les moyens de subsistance des ménages. Les ménages des départements d'Assoungba (84%), Mangalmé (77%), Nord kanem (75%), Barh El Gazal Nord (73%), Biltine (71%) et Batha Est (68%) affichent les prévalences d'insécurité alimentaire les plus élevées. Cependant, la forme sévère de l'insécurité est plus marquée à Mangalmé (28%), Barh El Gazal Nord (27%), Nord kanem (25%) et Biltine (21%).

1. Sur une population de 4 702 458 habitants

Comparant les résultats de l'EFSA avec ceux de l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire (ENSA) réalisée en novembre 2015, on constate que l'insécurité alimentaire a progressé de plus de 10 points de pourcentage dans le Kanem, le Batha, l'Assoungba et le Wadi Fira. Par rapport aux EFSA réalisées en 2013 et 2015, l'insécurité alimentaire globale a augmenté de 10 points de pourcentage, traduisant une détérioration par rapport à ces trois dernières années. Par exemple, par rapport à mars 2015 l'insécurité alimentaire est passée de 46% à 58% dans le Kanem et de 40% à 49% dans le Barh El Ghazal. Une soudure pastorale précoce et la fragilisation des moyens d'existence, expliquent la situation alimentaire et nutritionnelle précaire des ménages agropastoraux de ces deux régions.

Les résultats de la Malnutrition Aiguë Globale obtenus à travers le périmètre brachial (PB)² confirment que la situation nutritionnelle reste préoccupante. Comparés aux résultats de l'enquête SMART de Novembre 2015, les taux de malnutrition aiguë globale se sont considérablement détériorés dans 6 des 8 régions échantillonnées (Bahr El Gazhal, Batha, Kanem, Lac, Sila and Wadi Fira).

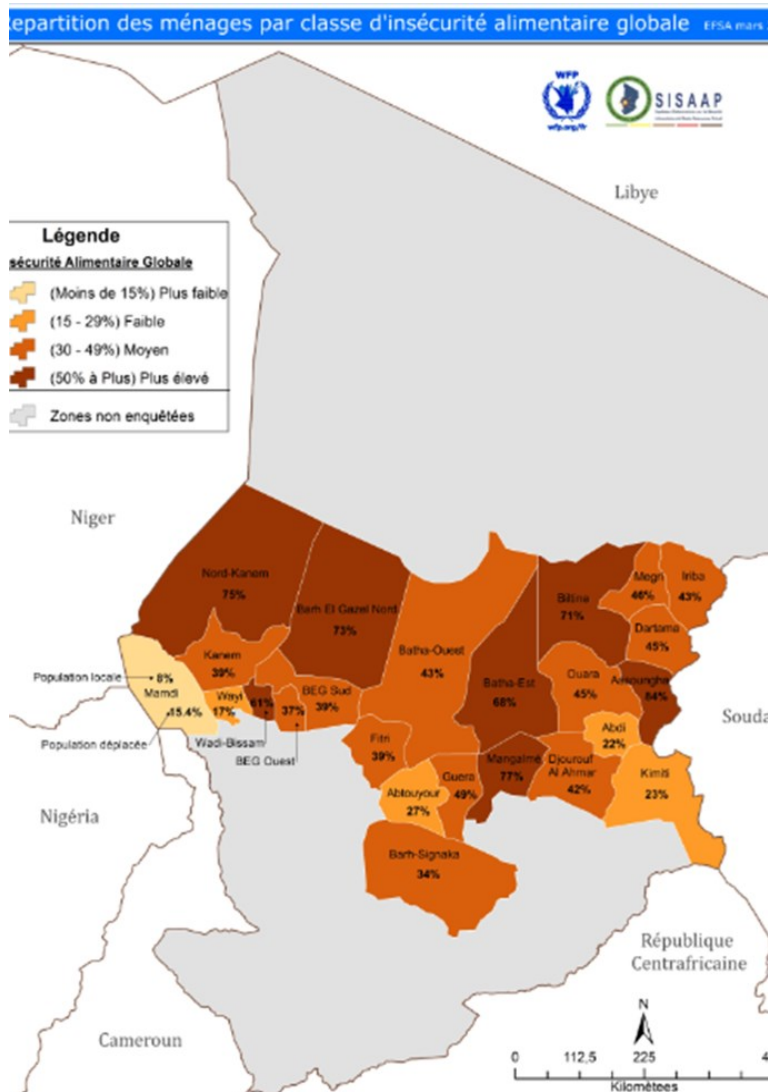
Les ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire dépendent d'activités précaires avec des enfants de moins de cinq ans plus exposés à la malnutrition

Ceux qui dépendent de source de revenus précaires comme l'aide, les transferts d'argent/des dons, la main d'œuvre journalière, le ramassage de la paille, de la cueillette et des petits métiers sont particulièrement touchés par l'insécurité alimentaire. Il s'agit de ménages qui sont très souvent pauvres, peu éduqués, certains parmi eux sont dirigés par des femmes avec parfois moins de personnes actives que les ménages en sécurité alimentaire.

Les déficits de production agricoles des campagnes pluviales et de contre-saisons, la destruction des moyens d'existence et la situation économique morose limitent les opportunités d'emplois, de revenus et les transferts potentiels pour ces groupes. Les ménages rapportent une amplification du recours, comme alternative, à ces sources de revenus précaires, là où c'est possible.

Les ménages qui pratiquent l'agriculture présentent un taux d'insécurité alimentaire de 46 pourcent contre 43% chez ceux qui ne la pratiquent pas. Ces derniers, dans leur majorité, dépendent de la vente des produits d'élevage. Une soudure pastorale précoce et la fragilisation de leurs moyens d'existence peuvent expliquer la situation alimentaire et nutritionnelle précaire des ménages agropastoraux.

Dans le département de Mamdi, dans la région du Lac, les ménages déplacés sur les sites présentent un taux d'insécurité alimentaire de 15 pour cent contre 8 pour cent chez les ménages résidents. Les déplacements ont fortement contribué à la dégradation de l'insécurité alimentaire dans ce département. Les ménages qui dépendent de la pêche, même si la pratique de cette activité est très limitée, sont moins exposés à l'insécurité alimentaire, il s'agit en particulier de ménages qui vivent dans les départements de Mamdi et Fitri.



Avril, 2016

2. Poids taille (P/T) donne des prévalences plus précises de la MAG que le MUAC. Il arrive que les prévalences de la MAG obtenues avec le P/T dépassent les seuils d'urgence alors que celles du MUAC restent faibles (Conférer SMART Octobre 2015)

Il existe une corrélation statistiquement significative³ entre insécurité alimentaire et malnutrition. En effet, la MAG chez les ménages en insécurité alimentaire sévère (44,1%) et modérée (24,3%) dépasse largement les seuils d'urgence contre un taux de MAG de 5,1% chez les ménages en sécurité alimentaire. Les enfants de moins de cinq ans chez les ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée courent plus de risque⁴ d'être malnutris que les enfants du même âge vivant chez les ménages en sécurité alimentaire.

Les activités agricoles, d'élevage et le pouvoir d'achat des ménages ont été rudement affectés par les déficits de production agropastorale et la détérioration des moyens d'existence

La vente des produits agricoles (48%) et des produits d'élevage (14%) constitue les principales sources de revenu des ménages. En moyenne 60% des ménages agricoles ne disposent plus de stocks issus de la campagne pluviale, cinq mois après les récoltes. Ce taux atteint 90% des ménages à Mangalmé. Dans les départements où les ménages ont pu réaliser des activités agricoles de contre saison (berbéré et maraîchage), 60% jugent que la production est inférieure à la moyenne. Dans les départements les plus affectés, les stocks de contre-saison ne peuvent couvrir qu'en moyenne un mois de consommation. Cette baisse de la production, due essentiellement à la mauvaise pluviométrie, entraîne une dépendance précoce vis-à-vis des marchés pour les besoins en céréales. Environ 64% des ménages rapportent que les céréales consommées proviennent des marchés, alors que sur la majorité des marchés de la bande sahélienne les prix des céréales sont en hausse. Dans la région du Lac Tchad, à Bol et Ngouri, le prix du maïs a augmenté respectivement de 22% et 31% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. A Mao dans le Kanem le prix du Sorgho a augmenté de 19% par rapport à la moyenne quinquennale. Cette hausse du sorgho atteint 44% à Iriba dans le Wadi Fira et 16% à Ati dans le Batha. Le prix du riz enregistré également des hausses, par rapport à la même période de référence, de 24% à Abdi (Ouaddai), 22% à Mongo (Guera) et de 18% à Batha (source: FEWS Net).

Sur les marchés de bétail les prix sont généralement à la baisse (en raison du mauvais état physique du bétail, de la difficulté à exporter le bétail vers le Nigéria en raison de la crise liée à Boko haram, de la faible demande intérieure). Cette situation fragilise le pouvoir d'achat des ménages agropastoraux, et se traduit par une détérioration des termes de l'échange bétail céréale. En effet, sur les marchés de Oum Hadjer (Batha), Moussoro (Barh El Ghazal) et Mao (Kanem), la vente d'un mouton rapporte respectivement 91 kg, 69 kg et 102 kg de mil en février 2016 contre 144 kg, 97 kg et 108kg par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Recours de plus en plus prononcé à des stratégies de survie négatives

En raison, d'une mauvaise campagne agropastorale et de contre-saison et de la baisse des termes de l'échange, les ménages ont recours à des stratégies de survie qui vont, sur le long terme, entraver leur capacité à préserver leurs actifs et à accéder à une alimentation adéquate. Les stratégies d'urgence⁵ sont fréquemment adoptées par les ménages dans les départements les plus affectés par l'insécurité alimentaire, en particulier par la forme sévère. La vente de femelle est plus développée dans les départements où la vente de bétail constitue une source de revenu non négligeable, Barh El Gazal Nord (50%), Wadi Bissam (33%), Nord Kanem (29%), Biltine (14%), Mégrî (31%), Iriba (21%), Batha Ouest (19%), Guera (15%) et Kanem (15%). Dans les départements comme Mangalmé, la réduction des dépenses de santé⁶ est très développée chez les ménages. Par ailleurs, la migration inhabituelle des membres du ménage a été largement rapportée dans le Barh El Gazal Nord, Mangalmé et Wadi Bissam. Dans tous les départements, les ménages rapportent une augmentation du recours au travail occasionnel comme source de revenu alternative. La fouille atypique des termitières pour rechercher de la nourriture, a été plus largement rapportée dans le département de Mangalmé.

Perspectives

Compte tenu de la baisse des productions agropastorales, de la hausse atypiques des prix des céréales, des termes de l'échange bétail/céréales défavorables aux éleveurs et aux agropasteurs et de l'impact de la crise sécuritaire sur les moyens d'existence, les ménages de la bande Sahélienne du Tchad continueront à être confrontés à des difficultés d'accès à une alimentation adéquate. Ces difficultés s'intensifieront au pic de la soudure avec comme corollaire une détérioration de la consommation alimentaire et de la situation nutritionnelle particulièrement des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes et allaitantes. Les ménages éleveurs disposant de laitières verront leur situation alimentaire s'améliorer avec l'augmentation de la production de lait qui sera favorisée par l'installation normale des premières pluies et la régénération des pâturages. Cependant les ménages pauvres vivant dans les zones pastorales et agropastorales ne profiteront pas systématiquement de cette amélioration.

Dans ces conditions et pour ces départements de la zone sahélienne, L'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations dépendra largement de la qualité et de la couverture de l'assistance alimentaire et nutritionnelle qui sera mise en œuvre par le gouvernement et les acteurs humanitaires.

Avril 2016

3.P-value < 0,001

4.Selon un modèle de régression logistique binaire entre MAG (1 = enfant malnutri et 0= enfant non malnutri) et indice de sécurité alimentaire (insécurité alimentaire sévère Exp (B)=14,758 ; insécurité alimentaire modérée Exp (B)=5,994 ; Sécurité alimentaire limite Exp (B)= 4,529, variable de référence Sécurité alimentaire. P-value < 0,001. Les enfants vivant dans les ménages en insécurité alimentaire sévère ont 14,758 fois plus de risque d'être malnutri. Le risque pour que l'enfant soit malnutri décroît plus la sécurité alimentaire du ménage s'améliore.

5.Les stratégies d'urgence consistent à vendre les femelles reproductrices, à mendier ou à vendre des outils de production et parcelles agricoles

6.Qui est une stratégie de crise



Réponse

L'un des facteurs déterminants, pour répondre à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à laquelle les ménages font face, reste la mise en œuvre immédiate du plan de réponse opérationnelle déjà développé par le gouvernement (Ministère de l'Agriculture à travers le SISAAP) et ses partenaires. Ce plan couvre plusieurs domaines :

- **Assistance alimentaire:** distribution de vivres, transferts monétaires inconditionnels ou conditionnel;
- **Assistance non alimentaire:**
 - ⇒ Appui à la production agricole (distribution d'intrants agricoles);
 - ⇒ Appui à l'élevage (aliments bétail, vaccinations, déstockage etc.);
- **Prévention et prise en charge de la malnutrition** chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes.

Ce plan de réponse devra être élargi à tous les départements de la bande sahélienne et les types de réponses devront être adaptés aux spécificités de chaque département. Compte tenu de la forte corrélation entre insécurité alimentaire et malnutrition, une combinaison de l'assistance alimentaire au traitement et à la prévention de la malnutrition est fortement conseillée.

L'assistance aux populations déplacées de la région du Lac devra être maintenue et renforcée.

Un suivi rigoureux et rapproché de la situation alimentaire et des prix sur les marchés devra être réalisé jusqu'à la fin de la période de soudure. Ce suivi continuera à orienter, déclencher, renforcer les interventions humanitaires en cours et programmés.

Pour plus d'information contacter:

Mr. Hassanty Oumar Chaïb, Coordonnateur National du SISAAP/MA
hassanty.chaib@gmail.com, Tel. (+235) 66 29 73 42

Mme. Mary-Ellen MCGROARTY, Représentante Directrice PAM Tchad
mary-ellen.mcgroarty@wfp.org, Tel. (+235) 66 99 39 01

Dr Mohamadou Mansour N'NDIAYE, Représentant FAO au Tchad
Mansour.Ndiaye@fao.org, Tel : 66290567

Salif Sow, Conseiller Technique Principal, FAO, SISAAP/Tchad
Salif.sow@fao.org

Malick NDIAYE, VAM Officer Bureau Régional PAM
Malick.ndiaye@wfp.org

